

La perception israélienne du non-printemps palestinien

Sébastien Boussois

Le 1^{er} octobre 2012

A lors que traditionnellement la question israélo-palestinienne fait la une des médias et se trouve régulièrement à l'agenda des institutions de la communauté internationale, la transformation globale de la région et le raz-de-marée révolutionnaire qui ont ébranlé le Maghreb et le Machrek ont curieusement relégué celle-ci en marge des débats politiques.

L'effondrement de ce que les néoconservateurs avaient envisagé pour le grand Moyen-Orient¹ a créé de nouveaux problèmes locaux et généré de nouvelles incertitudes politiques au point d'hypothéquer l'avenir des négociations israélo-palestiniennes. L'Autorité palestinienne et le Hamas se révèlent très discrets face à la grave crise sociale et économique que traverse la Palestine. Pour l'heure, la priorité pour Mahmoud Abbas est d'intégrer les institutions internationales et d'obtenir l'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations unies (ONU), la demande d'admission ayant été renouvelée ce mois-ci un an après sa première tentative en septembre 2011. Côté israélien, l'inquiétude est faible face à la montée de la protestation palestinienne et l'urgence semble ailleurs : en Iran, en Égypte et face à la situation syrienne.

Avec ce qu'il est convenu d'appeler le « printemps arabe », il semble que les transformations régionales liées à la chute de Hosni Moubarak en Égypte, tout comme la chute à terme du régime alaouite en Syrie, posent plus que jamais la question de la sécurité future de l'État d'Israël. Les remous, voire les secousses sismiques, qui frappent les voisins d'Israël sont scrutés de près par le gouvernement, l'armée et les services de renseignements et Israël oscille entre observation (en Égypte et en Syrie) et volonté d'intervention (en Iran). Observation prudente selon Yigal Palmor, porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères : « Dans les déclarations publiques, nous nous efforçons de maintenir un

Sébastien Boussois est docteur en science politique, chercheur associé à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et au Centre Jacques Berque (CNRS-Rabat), et auteur de *Sauver la mer Morte, un enjeu pour la paix au Proche-Orient* (Armand Colin, Paris, 2012). Il est par ailleurs président du Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO).

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur.

ISBN : 978-2-36567-084-5
© Tous droits réservés, Paris, Ifri



¹ L'expression, venant de l'ancien président George W. Bush, désignait la reconstitution d'un Moyen-Orient depuis le Maghreb jusqu'à l'Afghanistan selon les intérêts américains.

ton réservé, pour ne pas laisser dire que nous cherchons l'ingérence. Car s'il y a une chose que nous voulons surtout éviter, c'est bien l'interventionnisme, direct ou indirect. Cela n'empêche pas certains de voir la main israélienne derrière les régimes ou derrière les rebelles, derrière l'armée ou derrière les manifestants, en somme de dénoncer le complot israélien un peu partout. Mais nous entendons bien, je le répète, laisser aux citoyens des pays concernés le soin de prendre en charge leur destin, comme il se doit. [...] On a cru que la réserve israélienne signifiait silence, soutien ou indifférence, selon le cas. Elle ne signifie, pourtant, que prudence et non-ingérence absolue². »

Prudence qui n'empêche pas Israël de développer depuis des décennies son arsenal défensif, se barricadant et s'isolant de ses voisins chaque jour un peu plus³. Le gouvernement, par la voix de Benjamin Netanyahou, a annoncé en août 2012 qu'Israël avait débuté l'érection d'une clôture de 250 kilomètres de long le séparant encore plus de l'Égypte, et ce afin d'endiguer les arrivées massives d'immigrants illégaux (estimés à 60 000 par an) en provenance des zones déshéritées d'Afrique subsaharienne. À sa frontière avec le Liban, un mur d'un kilomètre a commencé à être construit il y a quelques semaines. Ces deux cloisons viennent s'ajouter au mur qui encercle déjà la Bande de Gaza, et à celui, contraire au droit international selon l'avis de la Cour internationale de justice⁴, qui sinue entre les villages de Cisjordanie et s'étendra, à terme, sur une longueur de 760 kilomètres. Pour justifier ses choix, Israël invoque deux raisons : sa sécurité d'une part et la préservation du caractère juif de l'État de l'autre.

Au-delà de son utilité, perçue comme vitale par les Israéliens, le concept de « mur » concentre toutes les problématiques israéliennes liées à la perception que le pays a de son environnement. « Cette confrontation [entre Juifs et Arabes] a été marquée par l'idée, lancée par Zeev Jabotinsky et partagée par presque tous les *leaders* israéliens, qu'il fallait dresser un « mur de fer » devant les Arabes pour éteindre en eux tout espoir d'empêcher l'État d'Israël de s'établir en Palestine⁵. »

La sécurité est également évoquée dans le traitement du dossier nucléaire iranien et de la menace que représente la République islamique. Cependant, les derniers sondages d'opinion menés en Israël par la chaîne Channel 10 témoignent encore de l'incertitude des Israéliens⁶ : en effet, 46 % s'opposent à une guerre unilatérale tandis que 32 % s'y montrent favorables et 22 % restent indécis. Toutefois, 19 % des Israéliens considèrent qu'Israël peut mener tout seul une attaque contre l'Iran, alors que 42 % ne peuvent envisager une attaque sans l'appui logistique et politique de Washington.

L'ancien chef du renseignement Uri Saguy a dénoncé cet affolement instrumentalisé par le gouvernement : « Il y a une hystérie orchestrée et dont le *timing* a été planifié

² Entretien réalisé en août 2012.

³ Denis Bauchard évoque un État d'Israël « en cours de bunkerisation » dans *Le Nouveau Monde arabe : enjeux et instabilités*, Bruxelles, André Versailles, 2012.

⁴ Avis consultatif du 9 juillet 2004.

⁵ Voir Avi Shlaïm, *Le Mur de fer*, Paris, Buchet-Chastel, 2008.

⁶ Selon Serge Dumont, journaliste israélien pour *Le Temps* et *Le Soir*. Voir Leon Hadar, « Calling Netanyahu's Bluff », *The National Interest*, 21 août 2012, disponible sur : <http://nationalinterest.org/commentary/calling-netanyahus-bluff-7371?page=show>.

pour placer le pays dans un état d'anxiété artificiel ou non⁷. » Pourtant, le pays est loin d'être prêt. À l'heure actuelle, on estime que seulement 50 à 54 % de la population sont équipés en masques à gaz pour faire face à une contre-attaque arabe : « De l'aveu même de [...] Tsahal, à peine 54 % des civils israéliens disposent du masque à gaz qui leur est livré à domicile par la poste. Au rythme où la distribution se poursuit, elle ne sera pas achevée avant 2016, année où les filtres de certains de ces masques auront dépassé la date de péremption⁸. »

Pour autant, même si elle est inquiète, la population n'a quasiment pas manifesté contre cette guerre. Les dernières contestations publiques à Tel-Aviv n'ont pas réuni plus de 200 personnes le 22 août dernier, comme si la population s'y était déjà fatalement préparée malgré elle.

Les relations entre Israéliens et Palestiniens se sont largement dégradées depuis l'échec des négociations de Camp David en 2000, l'esquisse de la reprise des pourparlers à Annapolis en 2007 et l'impuissance américaine face à l'intransigeance de B. Netanyahu sur l'arrêt de la colonisation. L'une des causes majeures de cette impasse est la poursuite inlassable et accélérée de la colonisation dans les territoires palestiniens par Israël, officiellement pour des raisons de sécurité, et l'incapacité pour Salam Fayyad, malgré la construction d'un véritable État dans les faits, de concrétiser cela par la proclamation de l'État et son accession à l'indépendance. En plus de l'intransigeance israélienne, les échéances électorales en Israël, celles en Palestine et aux États-Unis, ainsi que les négociations compliquées entre le Hamas et le Fatah constituent autant d'embûches sur le chemin de la paix.

La coalition gouvernementale de B. Netanyahu, qui ne supporte aucune concession à l'égard des Palestiniens, de l'Iran, ou de ses proches voisins, tient bon. B. Netanyahu a évité l'erreur commise en 1996, où, Premier ministre pour la première fois, il avait, en tentant le dialogue avec les Palestiniens et les Syriens, provoqué la chute de sa propre majorité. Aujourd'hui, sa stratégie politique est basée sur le *statu quo* et l'intransigeance. *Statu quo* à l'égard des Palestiniens, avec lesquels les négociations n'ont pas véritablement repris, que ce soit sur la création de l'État palestinien, sur la colonisation des territoires ou la judaïsation accélérée de Jérusalem-Est.

Les Palestiniens pâtissent aujourd'hui des nouvelles menaces régionales que subit Israël, celui-ci maintenant le blocage des négociations, contrecarrant toute initiative diplomatique palestinienne et poursuivant le blocus à Gaza. Cependant, malgré les rumeurs de ces derniers mois concernant une troisième *intifada*, la situation palestinienne ne semble plus constituer une menace. Les Palestiniens des territoires, sortis épuisés de la seconde *intifada*, se sont bien rendu compte que la violence ne leur avait rien apporté et que leur gouvernement impuissant n'était pas plus efficace en période de résistance non violente.

Il y a cependant un risque : celui de voir le *statu quo* dégénérer et la situation exploser, ce par dépit plutôt que par stratégie. Car s'il n'y a pour ainsi dire pas de « menace palestinienne », il y a toujours un conflit en attente de solution. La montée

⁷ Voir Mariam Pirzadeh, « Israël : ruée sur les masques à gaz », BFMTV, 28 août 2012, disponible sur : <http://www.bfmtv.com/israel-ruée-sur-les-masques-a-gaz-actu32159.html>.

⁸ Voir Serge Dumont, « Le prix d'une guerre avec l'Iran », *Le Temps.ch*, 21 août 2012, disponible sur : <http://www.letemps.ch/Page/Uuid/68dd6468-eac9-11e1-a54b-3420e70b137c|0#.UI5aq2dIVrM>.

en puissance des Frères musulmans dans la région ne facilite pas la résolution de ce conflit et la détermination du Hamas risque d'aggraver la division entre Gaza et la Cisjordanie. En effet, selon Yigal Palmor : « Ce déchirement est mauvais pour les Palestiniens et il rend chimérique toute tentative d'accord de paix qui porterait sur deux États, Israël et la Palestine, puisqu'il est en train de créer une réalité de trois États. »

La rencontre qui eut lieu le 2 septembre 2011 à New York entre Barack Obama, Mahmoud Abbas et Benjamin Netanyahu, en marge des tensions onusiennes, la première après vingt mois d'interruption totale et la dernière significative jusqu'ici, n'a guère débouché sur un quelconque accord, encore moins sur la reprise des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens.

L'un des problèmes politiques majeurs est qu'à la moindre concession significative en faveur des Palestiniens, et donc au détriment des colons et des partis extrémistes indéfectibles à leur cause, le gouvernement de coalition de B. Netanyahu risquerait de s'effondrer. Alors que les Palestiniens exigent au préalable le gel de la colonisation, celle-ci demeure la principale pierre d'achoppement du « processus » de paix, d'autant plus que le moratoire sur le gel de la colonisation dans les territoires est arrivé à son terme le 26 septembre 2011. Dans un gouvernement qui est l'un des plus à droite que le pays ait connu, le Likoud majoritaire fait figure de « modéré » comparé aux franges religieuses et nationalistes qui permettent à B. Netanyahu d'avoir sa majorité à la Knesset. Céder sur Jérusalem-Est, céder sur le droit au retour et céder sur la colonisation des territoires s'apparenterait à un suicide politique.

L'action politique des Palestiniens via les institutions internationales est le prolongement du non-choix de la résistance pacifique pratiquée depuis près de dix ans. Pourtant, des signes manifestes depuis plusieurs semaines montrent l'impatience et l'exaspération croissantes des Palestiniens plongés dans une grave crise économique et qui ne voient plus aucune issue favorable à leur situation.

En plein « printemps arabe », l'action unilatérale du président Mahmoud Abbas demandant l'adhésion de la Palestine à la tribune des Nations unies le 23 septembre 2011 et l'impressionnante opération de communication médiatique lancée plusieurs semaines auparavant ont été diversement appréciées au sein même du camp palestinien. La décision de l'Autorité palestinienne de privilégier le recours au droit international au détriment de discussions formelles (avec le préalable exigé par les Palestiniens qu'est l'arrêt de la colonisation israélienne dans les territoires) n'a pas suscité le soutien de la Communauté internationale et encore moins celui des États-Unis. Or, malgré l'échec de leur initiative en septembre 2011 à l'ONU, il semblerait aujourd'hui que le choix par les Palestiniens de recourir aux instances internationales soit la seule voie qui leur permette de s'affirmer face à Israël. C'est ainsi que l'adhésion de la Palestine à l'UNESCO en octobre 2011 a pu être ressentie comme un échec pour Israël, que les craintes de troubles redoutés au début de ce processus se sont avérées infondées et qu'une troisième *intifada* n'a pas eu lieu⁹.

⁹ Selon des sources politiques proches du gouvernement : « Netanyahu aurait fait part, lors de conversations privées, de sa crainte d'une troisième intifada à l'approche de la reconnaissance d'un État palestinien à l'ONU. » Voir : « Netanyahu redouterait une troisième intifada à l'approche de

La crise qui frappe les Palestiniens est probablement l'une des plus graves qu'ils aient connues, ce pour de multiples raisons. De 9 % en 2008-2010, le taux de croissance a chuté à 5 %. Les chiffres du chômage, 32 % en Cisjordanie et 45 % à Gaza, sont révélateurs de la crise profonde. En 2011, le salaire mensuel moyen était de 227 euros dans la bande de Gaza et de 462 euros en Cisjordanie. De plus, la colonisation et le contrôle des douanes par les Israéliens empêchent les Palestiniens de parachever l'entreprise économique « étatique » (sans État) et souveraine puisque, dans les accords de Paris signés en 1994 à la suite des accords d'Oslo, il est stipulé que la TVA palestinienne est indexée sur la TVA israélienne, donc que l'économie palestinienne dépend de la bonne ou mauvaise santé de celle de son voisin. Accords certes contestés aujourd'hui mais dont l'existence maintient les Palestiniens dans une précarité qui accentue détresse et ressentiment. L'arrangement prévu dans l'accord précise qu'Israël s'engage à rétrocéder les droits de douanes des produits palestiniens contraints de passer par Israël avant de parvenir en Cisjordanie (dont le montant avoisine les 50 millions de dollars par mois). Tel-Aviv se réservant le droit de faire pression sur Ramallah pour des raisons politiques en bloquant ce retour, il est arrivé en 2012 qu'un tel blocage provoque l'arrêt temporaire du paiement des fonctionnaires et de la police de l'Autorité palestinienne. C'est aujourd'hui de nouveau le cas avec le retard de paiement des donateurs américains et arabes, situation qui, sécurité oblige, a amené Tel-Aviv à consentir une avance de 50 millions d'euros au Premier ministre palestinien sur les taxes à venir en attendant la régularisation des États donateurs. En 2008-2009, les subsides des pays arabes atteignaient 500 millions de dollars par an alors que depuis 2011, ils atteignent difficilement 200 millions de dollars. Ainsi, près de vingt ans après les accords d'Oslo, la dépendance économique reste totale à l'égard des pays arabes mais également d'Israël, puisque aujourd'hui près de 95 % des importations palestiniennes proviennent de ce pays.

Pourtant, l'organisation fiscale et économique menée par l'Autorité palestinienne avait été favorablement accueillie par le Fonds monétaire international (FMI) l'année dernière : le Fonds soulignait en effet que l'Autorité palestinienne avait mis en place les institutions nécessaires et la politique fiscale permettant la bonne conduite de l'économie d'un futur État. Or, le développement économique se trouve aujourd'hui bloqué¹⁰ et l'Autorité palestinienne, confrontée à « la grogne sociale face aux mesures d'austérité et à l'augmentation des prix, provoquées largement de l'extérieur¹¹ », a besoin de 400 millions de dollars d'urgence pour combler le déficit budgétaire en 2012.

Au début de l'automne 2012, les manifestations se sont multipliées à Ramallah contre la vie chère, la hausse des impôts, le faible niveau et parfois le non-paiement des salaires et la grogne a vite gagné d'autres villes comme Bethlehém, Hébron et Naplouse. Début septembre, un Palestinien a tenté de s'immoler par le feu et les principales routes de Cisjordanie ont été bloquées par les taxis et les camions en

septembre », *Juif.org*, 16 juin 2011, disponible sur : <http://www.juif.org/diplomatie-moyen-orient/153759,netanyahou-redouterait-une-troisieme-intifada-a-l-approche-de.php>.

¹⁰ En juin et juillet, l'Autorité n'avait pas versé les salaires.

¹¹ Voir Isabelle Kershner, « Financial Strains Said to Threaten Stability of Palestinian Authority », *New York Times*, 17 septembre 2012, disponible sur : <http://www.nytimes.com/2012/09/18/world/middle-east/palestinian-authoritys-stability-threatened-by-financial-strains.html?pagewanted=all>.

grève contre la hausse du prix des carburants. Autant de drames et incidents qui révèlent que la situation, selon les termes de Ahmad al-Barghouti¹², est « devenue insupportable [...]. Il y a le chômage, l'inflation, la pauvreté, le clientélisme et les traitements préférentiels, sans parler de l'occupation et des violences quotidiennes des colons juifs. Ensuite, il y a un gouvernement extrémiste de droite [en Israël] et un mur qui étouffe le peuple. »

Les Palestiniens reprochent au Premier ministre Salaam Fayyad d'avoir privilégié l'édification d'une économie néolibérale avec la multiplication des privatisations et l'aggravation des inégalités sociales. Malgré le *boom* de l'immobilier et la construction de nouveaux bâtiments, dont certains très beaux et très luxueux, il semblerait que les investissements dans ce secteur ne s'étendent ni aux « entreprises, ni aux usines et donc aucunement dans l'emploi » ainsi que le note Uri Avnery¹³, qui ajoute : « La construction nous prouve juste que certains s'enrichissent et profitent de l'occupation pendant que la population se paupérise¹⁴. » Pour la première fois, les manifestants réclamaient la démission de l'Autorité palestinienne et du Premier ministre Salaam Fayyad, accusés de compromission avec Israël et d'impuissance face à lui. Les contestataires réclament par ailleurs l'abrogation des accords de Paris, qui inféodent l'économie palestinienne à la locomotive israélienne et veulent solder une politique hypocrite de part et d'autre du mur : d'un côté, Israël, qui ne renonce en rien à son contrôle sur l'économie palestinienne ; de l'autre, l'Autorité palestinienne, qui n'a pas les moyens de conduire une politique souveraine. Au-delà de la colonisation, de la multiplication des violences avec les colons et de l'impasse quant à la reprise des négociations, l'économie, éternel nerf de la guerre, pèse chaque jour un peu plus sur les deux pays. L'aggravation de la situation pourrait-elle mener à l'effondrement de l'Autorité palestinienne ? Une perspective qui, dans le contexte régional favorable aux islamistes et étant donné sa politique de résistance à Gaza, ne pourrait que favoriser le Hamas, qui, après un exil forcé depuis 2007 et malgré l'échec de la coalition gouvernementale menée par Ismaïl Haniyeh, pourrait être le bénéficiaire d'une telle situation.

¹² Entretien accordé à *Al Akhbar.com*, Fadi Abu Saada, « Palestine Protests: Occupation Economy Falts », 7 septembre 2012, disponible sur : <http://english.al-akhbar.com/content/palestine-protests-occupation-economy-falts>.

¹³ Uri Avnery, militant israélien pour la paix. Voir « Protest In Ramallah », *OutlookIndia.com*, 14 septembre 2012, disponible sur : <http://www.outlookindia.com/article.aspx?282285>.

¹⁴ *Ibid.*